

Dix thèses du groupe parlementaire socialiste sur la politique sécuritaire de la Suisse



La sécurité à elle seule ne crée pas la qualité de vie ni la liberté. Mais il n'y a pas de qualité de vie et pas de liberté sans sécurité. Une vie digne de ce nom n'est pas possible sans sécurité. Voilà pourquoi le PS s'engage en faveur de la sécurité – en Suisse et dans le monde entier : tous deux étant interdépendants.

La sécurité publique en Suisse s'est nettement améliorée au cours des dernières décennies. Pour donner un exemple : si la violence juvénile était monnaie courante dans les années 2007-2008, le nombre de peines pour mineurs a diminué de plus de moitié depuis le point culminant atteint en 2010. Ce succès repose sur un mélange intelligent de répression et de prévention – un mélange tel que l'a demandé le Congrès du PS à Aarau en 2008 dans un document conceptuel détaillé.

Ce n'est pas tant la sécurité publique que l'évolution de la situation internationale qui suscite de vives inquiétudes. La guerre se rapproche des frontières de l'Europe, le terrorisme les franchit. Jamais encore depuis 1945 les conflits régionaux et le manque de perspectives n'ont poussé autant de gens à fuir qu'aujourd'hui. La vulnérabilité de notre société s'accroît face aux risques cybernétiques majeurs et compte tenu de notre dépendance aux infrastructures critiques. Le retour de nationalismes agressifs, des tensions accrues et l'érosion des accords de maîtrise des armements mettent en danger l'ordre mondial fondé sur le droit international et le multilatéralisme.

Le groupe parlementaire PS de l'Assemblée fédérale exige par conséquent de la Suisse qu'elle adopte enfin une politique de sécurité adaptée aux véritables défis :

1

La politique sécuritaire est plus qu'une politique militaire

Les dangers d'aujourd'hui et de demain ne peuvent être évités avec des chars d'assaut, de l'artillerie et des lance-mines placés à la frontière. Nous avons besoin d'une compréhension globale de la sécurité, qui prenne en compte les risques sécuritaires modernes, tels que la vulnérabilité des sociétés modernes en termes de civilisation et de technologie, la capacité d'action du système multilatéral et la viabilité du modèle de production et de consommation mondialisé. La politique sécuritaire comporte cinq éléments : politique extérieure, promotion de la paix, développement, cybersécurité et défense.

2

Promouvoir un ordre mondial fondé sur des règles

La politique extérieure de la Suisse joue un rôle clé dans la politique sécuritaire. La Suisse n'est pas un État de moindre importance. Au contraire, elle exerce une influence significative. Au classement des puissances économiques et des bailleurs de fonds de l'ONU, la Suisse figure parmi les 20 premiers pays du monde. Elle est même l'une des 5 premières places financières et de négoce des matières premières. Également, la Genève internationale occupe l'une des toutes premières places du classement des lieux décisionnels de la politique mondiale. Notre sécurité dépend de la réponse à la question de savoir si la Suisse exploite les possibilités qui en découlent pour mener une politique extérieure active : pour un ordre mondial fondé sur des règles ainsi que pour la maîtrise multilatérale des armements, une interdiction des armes nucléaires et une coopération européenne et mondiale en matière de sécurité. La candidature à un siège au Conseil de sécurité des Nations unies pour 2023-24 est l'occasion de le démontrer à un large public et d'intensifier sensiblement la politique extérieure de sécurité.

3

Focaliser la coopération au développement sur les contextes fragiles et accroître la cohérence des politiques pour le développement

La coopération au développement traditionnelle, axée sur la technique, ne mène pas à la réussite face à la diversité des ressorts de la pauvreté y compris violence, conflit et absence d'état de droit. Le développement et la sécurité vont de pair lorsqu'il s'agit de lutter efficacement contre la pauvreté et de construire des structures durablement propices à la paix et évolutives. Tel est également l'un des messages essentiels de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de son objectif 16. Les zones de violence, de conflit et d'absence d'état de droit doivent être réduites et finalement éliminées, et il faut combattre la corruption et les flux financiers déloyaux et illicites. L'extraction et le commerce des matières premières sont l'une des principales causes de la corruption, de la violence, des migrations et de l'extrême inégalité qui préside à la répartition des richesses. Pour les raisons citées ci-dessus, et afin de lutter contre les causes de l'extrémisme et du terrorisme, il est essentiel d'accroître la cohérence des politiques pour le développement. La sensibilité aux conflits et la concentration de la coopération au développement sur les contextes fragiles sont donc d'autant plus importantes. Il faut stopper les exportations d'armes vers ces zones et lancer un vaste plan Marshall pour l'Afrique, où une bombe à retardement démographique est amorcée.

4

Promouvoir la paix civile et militaire à tous les niveaux

Depuis les timides débuts d'il y a 25 ans, la promotion suisse de la paix est devenue un instrument reconnu et extensible qui minimise le risque de violence, endigue les conflits, contribue à leur résolution et joue un rôle quand il s'agit de mettre sur pied des institutions durables et inclusives. Dans ce contexte, le rôle des femmes doit être nettement renforcé, comme le demande la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité. En plus d'experts civils, nous avons besoin de forces militaires et de police bien formées pour appuyer les réformes du secteur de la sécurité, désarmer les combattants et les réinsérer dans la société, éliminer les restes explosifs de guerre, contrôler les armes légères et de petit calibre et contribuer aux missions internationales de promotion de la paix. Il est également nécessaire de travailler dans le domaine des traumatismes psychosociaux, de renforcer la société civile, de protéger les défenseurs des droits de l'homme et d'observer les élections. En résumé : nous avons besoin d'une stratégie explicite de promotion de la paix, avec des instruments civils et militaires bien conçus et coordonnés qui contribuent à la sécurité internationale et, partant, à la sécurité de la Suisse.

5

Renforcer la coopération européenne en matière de sécurité et réduire encore la disponibilité des armes

La sécurité de la Suisse dépend essentiellement de la sécurité en Europe. La Suisse doit faire davantage pour contribuer au maintien et à la défense de la sécurité en Europe. L'association de la Suisse avec le Partenariat pour la paix, l'Agence européenne de défense et Schengen montre la voie à suivre : plus que jamais, la Suisse doit utiliser ces plates-formes pour mener à bien des projets dans l'intérêt sécuritaire commun et pour trouver un rôle dans la construction d'une politique européenne de défense dirigée par l'UE. Un autre objectif consiste à limiter la disponibilité des armes à feu portatives dans toute l'Europe. La Suisse a en l'occurrence fait d'excellentes expériences. La limitation progressive de la disponibilité des armes militaires et spor-

tives dans les foyers privés a permis de réduire de plus de moitié le nombre de personnes tuées par arme à feu en Suisse au cours des deux dernières décennies. Nous devons poursuivre sur cette voie.

6

Faire de Genève un centre mondial de la cybersécurité et renforcer massivement la cybersécurité sous leadership civil

La cybersécurité est de la plus haute importance dans ses trois dimensions : la cybernétique en tant qu'arme (de guerre), la cybernétique en tant qu'instrument de vandalisme et de criminalité et l'Internet en tant qu'espace dépourvu de règles valables au niveau mondial. Cela permet des utilisations abusives. Dans chacune de ces trois dimensions, la Suisse doit prendre des initiatives de politique extérieure pour faire de Genève un centre mondial de la cybersécurité. En Suisse aussi, il y a un grand travail de rattrapage à effectuer en vue de la création d'un centre de compétences pour la cybersécurité sous leadership civil et pour la clarification des compétences et des responsabilités. Il est par ailleurs urgent d'investir massivement dans la formation de professionnels de la cybersécurité.

7

Oui à la défense, mais à la défense de la sécurité humaine, non à celle des territoires

Une attaque militaire contre la Suisse est hautement improbable. Parce que la Suisse est un passager clandestin de la sécurité que l'UE et l'OTAN garantissent en Europe. L'image d'une Suisse isolée qui écarte en solitaire et à grand renfort d'armements tous les dangers à la frontière du pays est fautive. Elle est basée sur un mythe historique, ne sert aujourd'hui qu'à alimenter le folklore et suscite des illusions dangereuses au regard des risques réels encourus. L'armée doit être réformée et reconstruite pour être prête à affronter les risques réels. La priorité doit toujours être donnée à la police, dont les effectifs doivent être augmentés. L'armée a un rôle à jouer pour aider la police à préserver la sécurité humaine et sauvegarder le monopole de l'État sur le recours à la force ; à promouvoir la paix ; et, dans son rôle de dernier « rempart », de contribuer à la défense coopérative.

8

Accroître l'efficacité et l'efficacités des forces armées, afin de libérer des ressources permettant d'investir plus efficacement dans notre sécurité

Le « développement de l'armée » (DEVA) a fait passer l'armée active de 120 000 à 140 000 membres. Cependant, des forces d'infanterie de masse ne sont pas aptes à maîtriser les défis militaires esquissés dans les situations de conflit hybrides. L'armée doit être réduite à un maximum de 60 000 membres, les coûts de fonctionnement doivent être abaissés massivement et les investissements doivent servir à acquérir du matériel tourné vers l'avenir. Au lieu de folklore et d'une école de la nation, il faut du professionnalisme, de l'efficacité et de l'efficacités. L'armée suisse doit trouver un rôle dans la construction actuelle d'une politique européenne de défense et développer considérablement la promotion militaire de la paix en en faisant un élément structurant. L'utilisation des FA-18 doit être prolongée au-delà de 2035. Seulement après un avion de remplacement devrait être acheté via le budget ordinaire. Ainsi, les dépenses militaires peuvent être limitées à 4 milliards par an. En 2014, elles étaient de 4,1 milliards. Le plan financier de 5,26 milliards pour 2021 est beaucoup trop élevé.

9

Consacrer beaucoup plus de moyens à la politique extérieure, à la politique de paix et de développement et au cyberspace

Les dépenses excessives consacrées à l'armée se font surtout au détriment de la politique extérieure, de la politique de paix et de développement et du cyberspace, qui contribuent tous beaucoup plus efficacement à la sécurité de la Suisse qu'une armée de masse. Grâce à une redistribution, on peut produire beaucoup plus de sécurité pour le même argent. À moyen terme, les dépenses de la coopération publique au développement doivent être portées du niveau actuel – soit environ 3,5 milliards – à au moins 5 milliards, ce qui correspondrait grosso modo au pourcentage de l'aide publique au développement dans le revenu national brut de 0,7% promise depuis longtemps par le Conseil fédéral au niveau international. Les ressources destinées à la promotion de la paix civile et militaire et, en particulier, à la cybersécurité doivent elles aussi être nettement augmentées.

10

Développer le service civil, renforcer la société civile et élargir la base de connaissances pour la paix et la sécurité

La sécurité globale exige plus que du personnel militaire. Le service civil peut et doit jouer un rôle important dans l'instauration de la paix et de la sécurité, par exemple dans la prise en charge durable des réfugiés et dans les missions à l'étranger. Là où la violence et l'instabilité sont répandues, il n'y a pas de transformation réussie des conflits sans une forte implication de la société civile, ce qui nécessite également une mobilisation et un renforcement correspondants de la société civile suisse. La base de connaissances pour la paix et la sécurité doit être développée davantage et être intégrée dans la politique et la société suisses. Les Centres genevois, la Maison de la paix de Genève, le Centre d'études sur la politique de sécurité (CSS) de l'École polytechnique fédérale de Zurich, Swisspeace et les cours en recherche sur la paix et les conflits de l'Université de Bâle doivent être substantiellement développés et complétés par un centre d'observation chargé d'examiner la réalisation des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Approuvée par le groupe parlementaire socialiste le 27 février 2018

La base conceptuelle de ces thèses:

[La sécurité par la coopération internationale](#). Concept de la Commission spécialisée « Paix et sécurité » du PS suisse.

Les propositions parlementaires pour la mise en oeuvre des thèses du printemps 2018:

[Davantage de sécurité pour le même prix](#). Motion 18.3244, CN Carlo Sommaruga (PS, GE).

[Lignes directrices sur la prévention des crises, la maîtrise des conflits et la promotion de la paix](#). Postulat 18.3365, CN Claudia Friedl (PS, SG).

[Centre de formation pour la promotion de la paix civile et militaire](#). Postulat 18.3302, CN Pierre-Alain Fridez (PS, JU).

[Garantir la cohérence des politiques afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2030](#). Interpellation 18.3163, CN Claudia Friedl (PS, SG).

[Moyens financiers supplémentaires en faveur de la coopération internationale conformément au message 2017– 2020.](#) Motion 18.3292, CN Claudia Friedl (PS, SG).

[Renforcer la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits.](#) Interpellation 18.3243, CE Géraldine Savary (PS, VD).

[Conséquences du Projet fiscal 17 sur la situation en matière de droits de l'homme à l'échelle internationale.](#) Interpellation 18.3231, CN Fabian Molina (PS, ZH).

[Sanctions ciblées contre les auteurs de crimes de guerre en Syrie.](#) Postulat 18.3309, CN Mathias Reynard (PS, VS).

[Roumanie. Indépendance de la justice compromise.](#) Interpellation 18.3212, CN Martin Naef (PS, ZH).

[KFOR. Une stratégie cohérente pour l'Europe du Sud-Est.](#) Postulat 18.3278, CN Manuel Tornare (PS, GE).